**Déclaration des enseignants au CA du lycée Paul Duez du lundi 28 janvier 2019**

**avec le soutien des parents d’élèves élus**

Les personnels enseignants élus au CA du lycée Paul Duez protestent contre les conditions dans lesquelles la rentrée scolaire 2019 s’annoncent.

**Nous ne comprenons pas** d’abord pourquoi nos effectifs en 2de sont calculés sur la base d’une baisse de 20 élèves, alors que sur le bassin, il n’y a pas de baisse démographique : est-ce la conséquence de la politique du gouvernement qui supprime les dérogations et dans le même temps est incapable d’offrir toutes les spécialités dans tous les lycées, empêchant les élèves et leurs familles d’accéder à certains enseignements au sein du service public ?

**Nous n’acceptons pas** une dotation en baisse de 120,9H postes, et de 87 HSA alors que cette réforme du lycée avait été annoncée comme « devant se faire à moyens constants ».

Force est de constater que celle-ci va se traduire par des dégradations, des reculs : la fin de dédoublements, un accompagnement personnalisé globalement sacrifié qui ne permettra plus d’aider, de soutenir ou de proposer un approfondissement à tous, l’augmentation des effectifs dans certains cours ou dans certaines spécialités, l’impossibilité de répondre à des dispositifs cohérents pédagogiquement, la mise sous tension des options.

Pour assurer de l’accompagnement personnalisé, des heures en groupes à effectif réduit dans toutes les spécialités, pour assurer des groupes classes plus réduits en EPS, c’est au moins 92 heures postes qu’il nous manque.

**Nous n’acceptons pas** le mépris du ministère qui supprime près de 2650 postes d’enseignants et 400 postes d’agents administratifs à la rentrée prochaine alors que, chaque année jusqu’en 2023, le 2d degré va accueillir 32 000 élèves de plus.

**Nous n’acceptons pas** les 5 suppressions de postes prévues dans notre lycée qui laissent subsister des heures supplémentaires et créent des problèmes humains en déstabilisant les équipes.

**Nous n’acceptons pas** cette mise en concurrence des équipes disciplinaires contraintes de « négocier » pour tenter d’obtenir des conditions de travail correctes pour leurs élèves, qui vont devoir adopter une démarche commerciale pour attirer les élèves dans leurs spécialités, leurs option menacées, une démarche contraire au service public.

**Nous n’acceptons pas** cette déréglementation des horaires qui, au titre d’un autonomie présentée comme source de performance, oblige les équipes à se partager une marge horaire insuffisante.

**Nous n’acceptons pas** cette dotation calculée sur des effectifs à 35 par classe qui nous aurait obligée à ne créer que 13 classes en 2de.

**Nous n’acceptons pas** les inégalités entre établissements qui risquent de se creuser fortement par le jeu d’une offre de formation très différente.

**Nous n’acceptons pas cette réforme du bac** qui instaure le contrôle continu, dévalorisant l’examen, nous plaçant en évaluation permanente par le système des multiples épreuves en cours de formation, qui nous impose des progressions identiques mais permet à chaque établissement à l’interne d’évaluer à sa guise.

**Nous n’acceptons pas le mépris** dont fait preuve le gouvernement vis-à-vis de ses enseignants en poursuivant le gel des salaires, en instaurant une journée de carence, en imposant les 2 heures supplémentaires obligatoires dès la rentrée prochaine, en supprimant des postes, en refusant de reconnaitre notre travail et les difficultés du métier.

**Nous n’acceptons pas** que le ministre nous impose dans la loi pour nous faire taire, le devoir de réserve qui n'y figure pas. Nous continuerons à respecter nos obligations de discrétion, de secret professionnel, de neutralité mais pas de réserve surtout lorsqu'il s'agira de dénoncer des réformes nocives pour les personnels et les élèves.

Nous n’acceptons pas le mépris **envers les élèves et leurs professeurs en leur imposant dès l’an prochain des nouveaux programmes en 2de et en 1ère qui ont tous été repoussés par le conseil supérieur de l’éducation nationale à une très large majorité.**  Plus de groupes garantis, des options et des disciplines menacées, voilà ce qui attend nos élèves.

La brutalité et l’aveuglement ne peuvent pas être un moyen de bonne gouvernance pour rendre notre système d’éducation meilleur. C’est pourtant la voix qu’a choisi le ministre refusant de prendre en compte l’avis des professionnels que nous sommes, l’avis des associations de parents d’élèves, l’avis des lycéens dont la mobilisation a été partout réprimée très durement.

Pour toutes ces raisons et malgré le climat de concertation qui a prévalu dans l’établissement lors de cette phase de préparation de rentrée, nous ne pouvons accepter en l’état les choix contraints qui nous sont proposés.